

CAP SUD

**Solidaires
Unitaires
Démocratiques**

N°65
Juin 2020

éducation
Sud
Aveyron

PERMANENCE :

100 avenue de Toulouse
12000 Rodez



Plus jamais ça, un monde à reconstruire !

Le 26 mai, un **plan de sortie de crise** cosigné par plus de 20 syndicats et organisations a été rendu public. Ce numéro spécial de CAP SUD est une synthèse de ce document dont l'intégralité est ici : <https://www.sudeducation12.org/union-syndicale-solidaires/article/plus-jamais-ca-un-monde-a-reconstruire>

Depuis plusieurs mois, des organisations syndicales et associatives convergent, convaincues que les réponses aux urgences sociales et écologiques doivent être construites ensemble. La crise du COVID19 montre la nécessité de changer de système. Il s'agit d'amener la population à se saisir de ce moment pour exiger que des enseignements en soient tirés.

C'est le sens de ces mesures que nous versons au débat. **Notre but est de faire la démonstration qu'il y a des alternatives au capitalisme néolibéral, productiviste et autoritaire, et que ces alternatives sont crédibles, désirables et réalisables.**

L'heure est aux urgences sanitaires et sociales dans le respect des droits démocratiques : le gouvernement doit changer de logiciel, pour répondre aux objectifs qui s'imposent et que nous nous fixons dans les deux premières parties de ce plan de sortie de crise. En particulier doit être lancé un vaste plan de renforcement et de développement des services publics. Au mois de juin, sera présentée une nouvelle loi de finance rectificative : si l'on veut que cette crise ne soit pas l'occasion de plans d'austérité et de nouvelles régressions sociales, si l'on souhaite partager les richesses et financer la transition écologique, alors il faut refonder le système bancaire et financier et la fiscalité. C'est tout l'objet de la troisième partie. Enfin, face aux plans de relance du gouvernement, qui ne font que relancer un système profondément insoutenable, nous en appelons dans la dernière partie à des mesures courageuses, permettant une reconversion sociale et écologique de la production agricole, industrielle et de services.

Ce document se veut donc un appel au débat public. **Débattons partout, mobilisons-nous sur le terrain pour changer le système et exiger des pouvoirs publics des transformations radicales ! Changer en profondeur le monde qui a rendu cette crise aussi violente est l'affaire de toutes et tous, le monde d'après sera celui que nous serons capables de reconstruire.**

Sommaire	
P 1	Édito
P 2	Répondre à la crise sociale
P 3	Pour une reconversion écologique et sociale
P 4	Plan de sortie de crise 34 mesures



Bulletin trimestriel d'information de
SUD EDUCATION AVEYRON
100 avenue de Toulouse
12000 Rodez tél: 05 65 75 99 96
sudeducation12@wanadoo.fr
site: <http://www.sudeducation12.org>

1,50 € abonnement: 5€/an
CPPAP : numéro 1121S06263
Directeur de la publication : R. Phavorin
Imprimeur : SUD EDUCATION AVEYRON



LES CONDITIONS POUR UN DÉCONFINEMENT ASSURANT LA SÉCURITÉ SANITAIRE, LA DÉMOCRATIE ET LES DROITS FONDAMENTAUX

Notre société fait face à une crise sanitaire d'ampleur. Si l'hôpital a tenu, malgré les plans d'austérité imposés depuis de nombreuses années, c'est bien du fait de la mobilisation des personnels. Ce ne sont pas les premiers de cordée, bénéficiaires des politiques néolibérales, qui ont permis à notre société de tenir, mais bien le travail de salarié·es et de fonctionnaires d'ordinaire peu considérés, peu valorisés, au statut parfois précaire. La crise doit conduire l'État, les branches professionnelles et les entreprises, à prendre de nouveaux engagements pour revaloriser tous ces emplois à prédominance féminine. L'État se doit de donner l'exemple, en tant qu'employeur, en revalorisant immédiatement les emplois et carrières à prédominance féminine de la fonction publique. Il doit aussi s'engager en tant que financeur des secteurs sanitaires, sociaux, éducatifs et de la dépendance. **Reconstruisons un système de santé et de protection sociale de haute qualité, universel, socialisé, dont les seuls profits seront le bien-être collectif. Développons les services publics, en embauchant des personnels fonctionnaires, pour l'Éducation Nationale, les universités, la recherche publique, mais également les collectivités territoriales.** Pour satisfaire les besoins sociaux, sanitaires, environnementaux, il faut une politique s'appuyant sur les citoyen·nes, une politique d'émancipation et non de répression. Nous exigeons que l'État s'adresse aux citoyen·nes avec cohérence, franchise, avec des directives claires et précises, dont l'application sera permise par un rapport de confiance et non par la sanction et la répression. Dans ce contexte, la question de l'information est décisive. Elle doit éclairer le débat et les choix à opérer. Ceci impose de faire reculer l'emprise du pouvoir politique sur le secteur public de l'information et la domination du secteur privé de l'information par une poignée de milliardaires.

RÉPONDRE À LA CRISE SOCIALE, ICI ET AILLEURS

La crise sociale liée au coronavirus court à travers le monde et touche des millions de personnes en France. Déjà, le MEDEF et une partie de la classe politique veulent mettre en place des mesures qui ne visent qu'à une seule chose : maintenir le taux de profit des grands groupes pour maintenir les dividendes versés aux actionnaires. Leurs propositions sont bien connues : nous faire travailler plus et plus longtemps en laissant le chômage et la misère s'accroître. Les risques de licenciements massifs et de précarisation accrue sont bien réels. Le « remboursement de la dette » peut être utilisé pour étrangler les populations, ici et ailleurs. Pourtant, rien n'est inéluctable. Il est possible d'aller vers un autre avenir que celui qu'on va chercher à nous imposer. Nous avons des propositions concrètes pour répondre à la crise sociale et pour aller vers une société du bien-être pour toutes et tous, qui ne laisse personne sur le bas-côté. **Il est temps de garantir à toutes et tous l'accès au travail et à des revenus qui permettent de vivre avec dignité, à un logement stable, décent et à une protection sociale universelle.** Nous avons les moyens de satisfaire les besoins essentiels de l'ensemble de la population, il faut agir rapidement dans ce sens. Nous avons une vision qui dépasse les frontières : nous voulons faire en sorte que la solidarité internationale soit concrète.

Étendre les droits, partager les richesses, réduire les inégalités dans un autre modèle de société : l'ensemble de nos propositions sont concrètes et réalisables rapidement. La solidarité européenne passe par un budget de l'Union Européenne plus conséquent dont les fonds devraient être alloués spécifiquement aux urgences sociales et environnementales. **Nous avons les moyens de créer des millions d'emplois. Nous avons les moyens de satisfaire les besoins fondamentaux de toute la population. Nous avons les moyens d'alléger le poids qui pèse sur les populations des pays les plus pauvres et d'apporter des aides concrètes.** Tout cela doit s'appuyer dans le même temps sur un plan de développement massif et d'extension des services publics : ils sont un outil fort pour le bien commun. Ils permettent l'accès effectif aux droits : pas de droit du travail sans inspecteur·trice du travail, pas de justice fiscale sans fonctionnaire des finances publiques, pas d'école gratuite et obligatoire pour toutes et tous sans fonctionnaires de l'éducation nationale, etc. Nos propositions peuvent en entraîner d'autres dans des dynamiques vertueuses.

L'« ARGENT MAGIQUE » EXISTE : IL SUFFIT D'ALLER LE CHERCHER AU BON ENDROIT

La chute vertigineuse des cours boursiers a donné lieu à des mesures rapides et exceptionnelles de soutiens aux acteurs financiers privés destinées à stabiliser les marchés financiers. Ces mesures bénéficient avant tout aux grandes entreprises, sans qu'il soit exigé de contrepartie sociale ou environnementale. En l'absence de régulation suffisante, elles viendront aussi alimenter les bonus et dividendes bancaires. Au contraire, les plus précaires n'ont obtenu que quelques aides et ce sont des primes qui sont censées récompenser les soignant·es. La sortie de crise risque d'être synonyme de privations et d'austérité imposée, légitimée par le discours inchangé de la dette des États à rembourser. La menace d'une injonction à rééquilibrer le déficit public pèse. Sans changer les cadres économiques actuels, le remboursement de la dette à tout prix mènera à la misère sociale et à la catastrophe écologique. **Pour mieux répartir les richesses et financer la reconversion sociale et écologique des activités, il faut au contraire changer de logiciel : réorienter la politique monétaire, contrôler la finance, utiliser la dette publique à bon escient et revoir fondamentalement la politique fiscale. Toutes ces propositions permettent de dégager de nouvelles ressources financières pour la puissance publique, en mettant au cœur de cette démarche la justice sociale et l'urgence écologique.**

Sur le plan économique et financier, cette crise sanitaire va avoir des impacts de long-terme. S'il n'y a pas de rupture profonde en matière de financement de l'économie et de l'action publique, elle sera synonyme d'accroissement des inégalités et d'aggravation de la crise écologique.

Pourtant, les leviers d'action existent et sont identifiés depuis plusieurs années déjà. Toutes ces propositions concrètes visent à répondre aux besoins de financement de l'indispensable révolution écologique et sociale, tout en répartissant mieux les richesses. Elles permettraient aussi de réduire le pouvoir de la finance en la subordonnant à des objectifs de long-terme sociaux et environnementaux et en réduisant l'instabilité des marchés financiers. Sur le plan de la fiscalité, elles visent à améliorer la capacité du système à réduire les inégalités, à en finir avec la concurrence fiscale et à renforcer le consentement à l'impôt, fortement dégradé du fait de l'injustice fiscale. Elles s'inscrivent dans une réflexion plus large sur **une fiscalité plus juste et écologique, qui pèserait plus sur le capital que sur le travail, sur les grandes entreprises plutôt que les ménages (en réduisant la TVA sur les produits de première nécessité par exemple), qui pénaliserait les activités polluantes et favoriserait les secteurs de la transition écologique ainsi que la relocalisation des activités.**

POUR UNE RECONVERSION ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE DES ACTIVITÉS

Les manques flagrants dans des productions essentielles sur notre territoire (médicaments, masques) posent fortement la question de la relocalisation de nos activités de production. Produire au plus près des populations afin de répondre aux besoins sanitaires, écologiques et sociaux et œuvrer à un rééquilibrage entre territoires nécessite de planifier les activités. Il s'agit alors de mettre fin aux logiques de flux tendu, de segmentation internationale des activités, de libre-échange et de dépendance aux importations. Durant la crise, les commerces de proximité ont été pénalisés par rapport à la grande distribution ou au commerce en ligne. Le rééquilibrage en faveur des commerces de proximité en lien avec la relocalisation des économies favorise une meilleure réponse au changement climatique. Le libre-échange est incompatible avec la relocalisation, la diversification, la transition sociale et écologique de nos économies. La refonte collective de nos modes de production, de mobilité et de consommation passe par des politiques publiques garantes de l'intérêt général. Des réformes importantes de la formation professionnelle sont essentielles pour assurer cette reconversion, en assurant à chacun·e une sécurité de l'emploi et du revenu. Il faut pleinement intégrer les travailleur·euses dans les processus de décision, car elles et ils sont les plus à même de proposer des changements en profondeur vers la production de biens et de services de qualité, répondant à l'urgence sociale et écologique. Les questions de la socialisation et de la structure des entreprises doivent être posées.

Se réappropriier l'économie passe par une meilleure valorisation du travail au détriment de la logique capitaliste et actionnariale. La politique énergétique est centrale pour la durabilité des ressources, plaidant pour un plan de développement des énergies renouvelables et locales. La participation active des travailleur·euses à la reconversion de l'économie est cruciale pour passer d'une économie court-termiste, financiarisée et soumise à des crises cycliques à une économie de long-terme, territorialisée et planifiée selon les objectifs écologiques et sociaux. La logique de collectivisation des pertes et de privatisation des bénéfices doit être remplacée par la recherche de l'utilité sociale et écologique de toutes nos activités, en commençant par revaloriser immédiatement les métiers d'utilité publique. La qualité de travail, l'aménagement des postes de travail, la réorganisation de la structure hiérarchique, l'impact de l'activité sur la santé et l'environnement doivent être au cœur de cette nouvelle approche viable socialement et écologiquement.





1. LES CONDITIONS POUR UN DÉCONFINEMENT ASSURANT LA SÉCURITÉ SANITAIRE, LA DÉMOCRATIE ET LES DROITS FONDAMENTAUX

Objectif 1 : Garantir à toutes et tous les mesures de protection et de prévention

- Mesure 1 : La gratuité des masques et l'accès aux tests pour toutes et tous
- Mesure 2 : Un plan d'urgence pour l'hôpital public
- Mesure 3 : Un plan contre les violences faites aux femmes
- Mesure 4 : Garantir la sécurité au travail

Objectif 2 : Assurer la sécurité sanitaire en renforçant les droits démocratiques et individuels

- Mesure 5 : La levée de l'État d'urgence sanitaire
- Mesure 6 : Le renforcement des droits des travailleuses et des travailleurs
- Mesure 7 : Pour les droits des femmes et contre le sexisme
- Mesure 8 : Pour les droits des étrangères et personnes incarcérées

2. RÉPONDRE À LA CRISE SOCIALE, ICI ET AILLEURS

Objectif 3 : Du travail pour toutes et tous

- Mesure 9 : Hausse des salaires
- Mesure 10 : Le maintien des droits pour les intermittent-es, l'indemnisation des chômeur-uses
- Mesure 11 : La réduction et le partage du temps de travail
- Mesure 12 : L'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font du profit
- Mesure 13 : La revalorisation immédiate des salaires et des carrières des femmes

Objectif 4 : Garantir la satisfaction des besoins essentiels

- Mesure 14 : Pour la création d'emplois dans l'agriculture
- Mesure 15 : Pour un droit garanti au revenu et à la protection sociale pour toutes et tous
- Mesure 16 : Pour l'accès à une alimentation de qualité pour toutes et tous
- Mesure 17 : Pour l'accès et le droit au logement de qualité pour toutes et tous

Objectif 5 : Pour une réelle solidarité internationale

- Mesure 18 : Engager des annulations de dettes des pays les plus pauvres
- Mesure 19 : Pour un fonds d'aides internationales
- Mesure 20 : La mutualisation des savoirs et des brevets pour garantir l'accès mondial à l'innovation et la coopération sur les biens médicaux
- Mesure 21 : Pour la souveraineté alimentaire pour tous les peuples

3. L'« ARGENT MAGIQUE » EXISTE : IL SUFFIT D'ALLER LE CHERCHER AU BON ENDROIT

Objectif 6 : Reprendre le contrôle sur le monde de la finance et la dette publique

- Mesure 22 : Pour une politique monétaire et prudentielle au service des besoins sociaux et environnementaux
- Mesure 23 : Réguler les activités bancaires

Objectif 7 : Plus de justice fiscale

- Mesure 24 : Pour une imposition plus juste et progressive des revenus et du patrimoine
- Mesure 25 : Lutter efficacement contre la fraude et l'évasion fiscale
- Mesure 26 : Renforcer la taxation des transactions financières
- Mesure 27 : Supprimer les niches fiscales inutiles et les exonérations nocives pour le climat, la biodiversité et la lutte contre les inégalités

4. POUR UNE RECONVERSION ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE DES ACTIVITÉS

Objectif 8 : Accompagner durablement la reconversion

- Mesure 28 : Une loi pour soumettre les entreprises à l'Accord de Paris et interdire les dividendes climaticides
- Mesure 29 : L'arrêt des soutiens publics aux acteurs polluants
- Mesure 30 : Accompagner la reconversion via des systèmes de formation et d'enseignement-recherche renouvelés

Objectif 9 : Transformer nos modes de production, de mobilités et de consommation

- Mesure 31 : Stopper toutes les négociations et finalisations d'accords de commerce et d'investissement
- Mesure 32 : Repenser les mobilités
- Mesure 33 : Une loi pour bâtir une économie de sobriété
- Mesure 34 : Un plan de transition sociale et écologique de l'agriculture et de l'alimentation

mardi 16 juin
dans la rue
 dans le respect des gestes barrières

Ensemble pour sauver l'Hôpital public

